

Panorama Brésil



SOMMAIRE

/02 Economie brésilienne : la panne ?

Par Rémy Carasse et
Yves Zlotowski

/06 Une société sous tension

Par Dominique Fruchter

INTERVIEWS

/10 Cristiano Souza

Economiste, Santander

/12 Luiz Rabi

Economiste, Serasa Experian

/13 Fernando Figueiredo

Président, Abiquim

FOCUS SECTORIEL

Par Patricia Krause

/16 Chimie :

un essor impressionnant,
mais une compétitivité fragile

/17 Sidérurgie :

des atouts pour inverser
des résultats décevants

/18 Automobile :

le quatrième marché du monde
attise les convoitises

/20 Distribution :

force motrice de l'économie

/21 Agroalimentaire :

un nouveau plan de relance
après le revers de 2012

Septième économie mondiale (et deuxième émergente) par la taille de son PIB, le Brésil est le pays émergent par excellence. Il a brillamment passé l'épreuve de la grande crise de 2009, démontrant la solidité de ses fondamentaux économiques et la maturité de ses institutions politiques. Mais depuis deux ans, l'optimisme légendaire des Brésiliens est mis à rude épreuve : faiblesse de la croissance, perte de compétitivité industrielle et, plus récemment, manifestations massives d'une population qui s'impatiente... Le moteur brésilien peut-il être réparé ?

Ce panorama propose un focus global, abordant les défis économiques, les enjeux sociopolitiques et l'analyse sectorielle. La panne de croissance et les tensions sociales sont le résultat de problèmes structurels qui relèvent moins des politiques économiques classiques que de réformes touchant aux infrastructures et à l'éducation. Autant de questions, comme le souligne Cristiano Souza de Santander, « qui ne peuvent pas être résolues à court terme ». Dans ce contexte de croissance faible, le taux de défaut de paiement des entreprises ne pourra pas baisser, selon Luiz Rabi de Serasa. D'un côté, les entreprises profitent de la bonne tenue de la demande des ménages. Mais de l'autre, les taux d'intérêt et la faiblesse de l'activité globale pèsent sur leurs performances.

Dans toutes les analyses sectorielles présentées dans ce panorama (chimie, sidérurgie, automobile, distribution, agroalimentaire), le fameux « coût Brésil » revient comme un handicap déterminant. Par exemple, le coût de l'énergie pèse sur la sidérurgie ; les pressions haussières sur les salaires érodent la compétitivité de l'industrie chimique. Les petits producteurs du secteur agricole souffrent du manque d'accès aux nouvelles technologies. Toutefois, le tissu entrepreneurial du Brésil bénéficie de deux points forts. Le premier est l'implication forte et constante des autorités qui n'hésitent pas à aller jusqu'au protectionnisme. Fernando Figueiredo, Président de l'Association de l'industrie chimique, analyse le conseil de compétitivité consacré à la chimie, initié par l'exécutif, comme « un coup de pouce final » à la reprise. Le second point fort est le dynamisme des revenus de la classe moyenne qui participe certes à la hausse des coûts mais qui soutient l'automobile et le commerce de détail, deux secteurs phares. La classe moyenne brésilienne qui s'équipe attire les convoitises des investisseurs internationaux, en témoigne l'intérêt des constructeurs automobiles coréens et chinois. Bref, le pays a de sérieuses cartes en main pour espérer le redémarrage de cet immense marché...

RESERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

Par Rémy Carasse

Economiste, Coface

Yves Zlotowski

Economiste en Chef, Coface

Juin 2013

Economie brésilienne : la panne ?

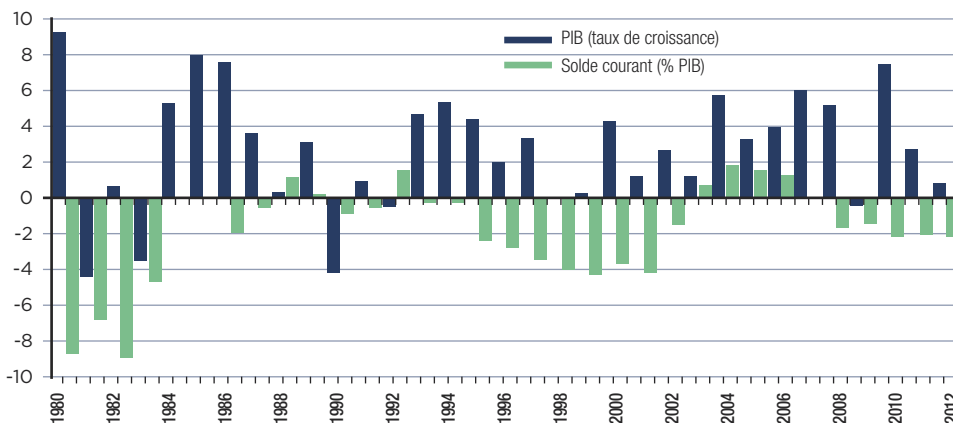
Les chiffres de la croissance ne cessent de décourager l'optimisme légendaire des Brésiliens. En 2012, l'activité a été la plus faible enregistrée des BRICS⁽¹⁾ (0,9% contre une moyenne de 4,8% pour l'ensemble des pays émergents). Le premier trimestre 2013 a de nouveau déçu alors que tous les observateurs tablaient sur une reprise franche : l'activité n'aura crû que de 1,9% sur un an. A ces déceptions du côté de la croissance, s'ajoute une inflation persistante : la hausse des prix à la consommation a encore atteint 6,5% en mai 2013. Cette quasi-stagflation est une des causes, parmi d'autres, des mouvements sociaux de grande ampleur que connaît le pays à la mi-juin 2013. Or la stagflation pose un dilemme à la politique monétaire. Faut-il privilégier la reprise et donc baisser les taux d'intérêt ? Ou, ne vaut-il pas mieux, au contraire, les remonter pour lutter contre l'inflation, particulièrement mal ressentie par la population d'un pays dont l'historique est douloureux en matière de hausse des prix ? Finalement, la stagflation brésilienne relève de facteurs structurels, le fameux « coût Brésil », qui sont devenus des questions conjoncturelles : tensions sur le marché du travail, perte de compétitivité, infrastructures défailtantes... Telles sont les causes de la « panne brésilienne ».

Cet inquiétant cocktail, la stagflation

Contrairement à la légende et surtout comparé aux autres grands pays émergents, le Brésil se caractérise par une croissance potentielle contrainte : le PIB n'a progressé que de 3,6% en moyenne entre 2000 et 2011, loin, bien sûr, de la Chine (10,2%) mais également de la Russie (5,3%). Cette performance relativement modeste tient à des facteurs structurels typiques de l'Amérique latine : un taux d'investissement faible comparativement aux économies asiatiques (18% du PIB, contre 45% en Chine), et une croissance volatile, le dynamisme de la demande interne ayant tendance à creuser

le déficit courant qui s'ajuste ensuite violemment. Bref, le Brésil est habitué à des *booms and busts*, comme l'illustre le graphique 1 sur le taux de croissance du PIB et le solde courant depuis les années 1980. Après un boom record en 2010 - la croissance a frôlé les 8%, ce qui s'apparentait à une nette surchauffe - 2011 et 2012 ont été, comme attendu, des années de ralentissement. En somme, une composante cyclique typiquement brésilienne explique la décélération observée.

GRAPHIQUE 1 :
Croissance du PIB (%) et solde courant (% du PIB)

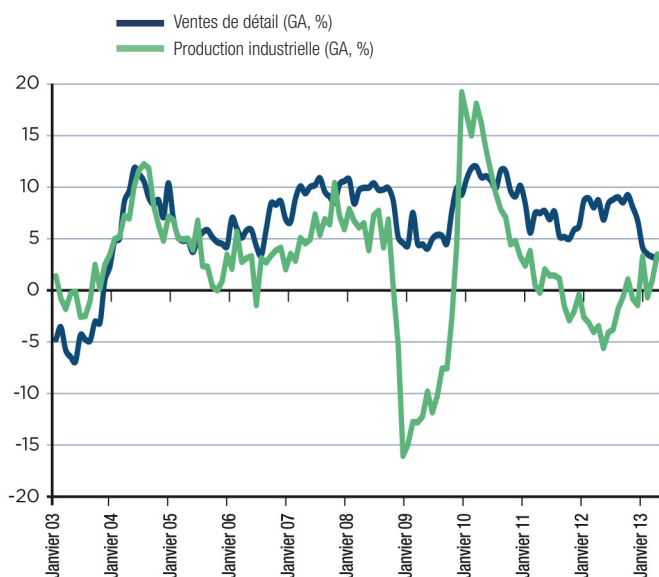


Source : FMI

(1) Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

Néanmoins, les performances brésiliennes inquiètent : malgré le mouvement impressionnant de baisse des taux d'intérêt opéré par la Banque centrale, l'activité ne repart pas. Entre août 2011 et octobre 2012, la Banque du Brésil a pu abaisser son taux directeur de 12 à 7,25%, un effort remarquable avec un résultat plutôt décevant. Au quatrième trimestre 2012, l'activité affichait un rythme annuel de croissance de 1,4% et surtout une persistante contraction de l'investissement. L'inflation, quant à elle, franchissait allégrement la barre des 6%. Derrière cet échec à relancer l'activité, se cache un problème de fond pour la croissance brésilienne. Durant toute l'année 2012, la consommation des ménages est restée allante, - dynamisée par la réduction du taux de chômage et la hausse continue des revenus réels des ménages - et a soutenu l'activité. Mais l'investissement des entreprises s'est contracté et l'offre n'a pas suivi. Ce dilemme est bien illustré par le graphique 2 qui met en relation les ventes de détail (qui traduit l'appétit de consommation des Brésiliens) et la production industrielle (qui illustre les multiples contraintes pesant sur l'offre). Les premières sont restées résilientes en 2011 et 2012, tandis que la seconde était en recul. Ce déphasage entre l'offre et la demande est typique des situations de stagflation. Les données du PIB, au premier trimestre 2013, montrent une inversion de la tendance : la consommation s'affaïsse, l'investissement repart. Mais il est difficile de dire s'il s'agit d'un changement durable du régime de croissance, dont le rythme reste décevant.

GRAPHIQUE 2 :
Ventes de détail et production industrielle (glissement annuel, %)



Source : IBGE (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques)

(2) Lors de la période de la grande appréciation entre 2009 et 2011, les autorités ont réagi en mettant en place une taxe sur les entrées de capitaux dont l'impact sur le taux de change en tant que tel a été finalement limité. On estime toutefois que cette taxe a permis de modifier le type de capitaux entrant, au profit d'investissements directs étrangers, moins spéculatifs. Ce point est traité en détail dans Panorama risques pays Coface, Les transformations du risque pays émergents, mars 2013, voir pages 7 et 8 sur les contrôles de capitaux au Brésil.

Faut-il blâmer la Banque centrale et le real ?

Une grande partie des problèmes de la croissance brésilienne a été imputée à la politique monétaire : des taux d'intérêt réputés trop élevés et une insupportable appréciation du taux de change. Pour relancer l'activité en 2013, il ne faudra plus compter sur les taux d'intérêt. La Banque centrale considère qu'elle en a fait assez et l'inflation a dépassé les limites acceptables : sa cible est de 4,5% avec une marge de +/-2% et à 6,5%, elle a atteint la borne haute. Aussi l'institut d'émission a repris un cycle haussier depuis avril 2013 (avec une seconde hausse en mai), les taux se situant aujourd'hui à 8%. Le crédit bancaire a été extrêmement dynamique depuis 2009 : il a crû de 15 à 20% en rythme annuel. Le rythme était encore de +17% en avril 2013 ! En stock, le crédit est limité par rapport au PIB (autour de 50%, contre 130% en Chine) mais il est indéniable que l'intermédiation financière progresse sensiblement. L'offre de crédit a cependant une particularité qui relativise l'appétit des banques. Ce sont en fait les banques publiques qui sont à l'origine de ce remarquable dynamisme. En effet, le rythme de croissance du crédit des entités publiques était de 41% en avril 2013, contre 7% pour les entités privées (soit proche de zéro en termes réels). Aujourd'hui, le crédit de banques publiques représente 47% du stock, dont 20% pour la seule BNDES (Banque de développement du Brésil). Ce rôle majeur du crédit public a des inconvénients. Pour certains observateurs, la BNDES a trop prêté aux grands champions de l'industrie, sans réellement jouer son rôle de substitut aux insuffisances du marché. En outre, le gonflement de son bilan est un *contingent liability* (engagement conditionnel) pour l'Etat. Reste qu'en tout état de cause et compte tenu de son dynamisme ininterrompu, le crédit a soutenu l'activité depuis la crise.

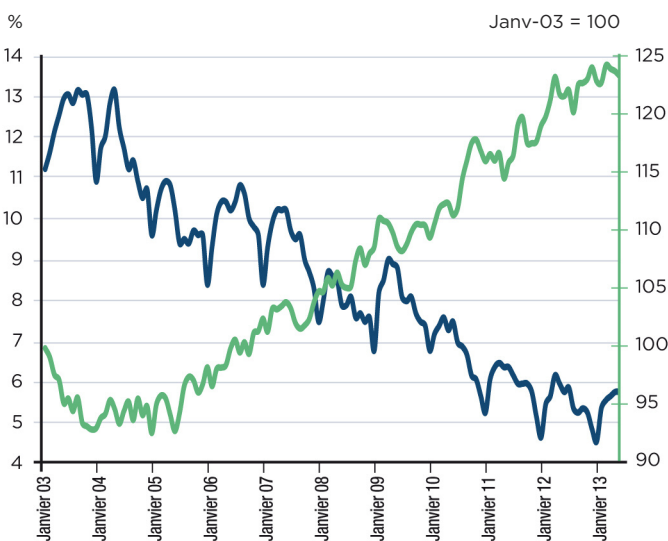
Le taux de change, objet d'un intense débat au Brésil, a connu une trajectoire très étonnante. Entre le 21 novembre 2009 et la fin juillet 2011, la devise brésilienne s'est appréciée de presque 60% contre le dollar. On comprend mieux pourquoi les autorités brésiliennes ont multiplié les déclarations contre « la guerre des monnaies » et l'action jugée dévastatrice de la Réserve fédérale américaine⁽²⁾. Cependant depuis juillet 2011, le real a perdu 30% contre le dollar. A la mi-juin 2013, sous l'influence des annonces de modifications de la politique monétaire américaine et des manifestations sociales massives, le rythme de baisse de la devise brésilienne est même devenu préoccupant. La question du taux de change est ultra-sensible au Brésil : l'industrie pèse pour près de 23% du PIB et 40% des exportations. Automobile, aéronautique, chimie ou jus d'orange... le pays est présent dans de nombreux secteurs. La menace de la désindustrialisation est un enjeu tant pour l'emploi que pour la soutenabilité de la croissance. Or le solde commercial brésilien affiche des résultats de plus en plus décevants. Selon les prévisions de Santander, l'excédent passerait de 19,4 milliards de dollars en 2012 à 1,8 en 2013 et deviendrait déficitaire en 2014. Le solde courant, déficitaire depuis 2007, ne cesse de se creuser. Il devrait se situer légèrement en-dessous de -3% du PIB en 2013.

Or, s'il y a bien une perte de compétitivité de l'industrie brésilienne, le taux de change ne peut en être tenu pour seul responsable puisque sa course folle à la hausse est interrompue depuis près de deux ans. Il faut en effet regarder ailleurs : depuis la mi-2010, les coûts unitaires du travail explosent (+10% sur un an en avril 2013). La productivité de l'industrie décline (-0,5% sur la même période)⁽³⁾. La forte appréciation du taux de change a eu au total le désavantage d'accroître la perte de compétitivité de l'industrie. Aujourd'hui, sa baisse peut contribuer à alimenter les pressions inflationnistes. Toutefois, la hausse des prix et la mollesse de l'activité sont le résultat de facteurs plus profonds que les excessifs mouvements du real. C'est ce qu'on appelle le « coût Brésil », à commencer par le coût du travail.

Le marché du travail est tendu...

Le taux de chômage au Brésil a remarquablement chuté depuis le début des années 2000, passant de 12,4% en 2003 à seulement 5,5% en 2012 pour se stabiliser à 5,8% en mai 2013 (cf. graphique 3). Certes, cette situation de quasi plein emploi soutient la consommation des ménages (cf. graphique 2). Mais elle risque de continuer de pousser les salaires à la hausse et d'entretenir les pressions inflationnistes tout en pesant sur les profits des entreprises. De plus, le salaire minimum a, de nouveau, augmenté de 9% le 1^{er} janvier 2013. Le taux de chômage continue d'être en deçà du taux dit naturel (c'est-à-dire compatible avec une inflation faible) estimé à environ 6%. Et les tensions sur le marché du travail ne semblent pas se réduire, malgré la croissance affaiblie que connaît le pays depuis la mi-2011. La productivité demeure également décevante en raison, notamment, d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée et des emplois créés, pour la plus part, dans des activités de services peu productives⁽⁴⁾, contribuant donc peu à la croissance du pays.

GRAPHIQUE 3 :
Taux de chômage (%) et salaires réels (Janv-03 = 100)



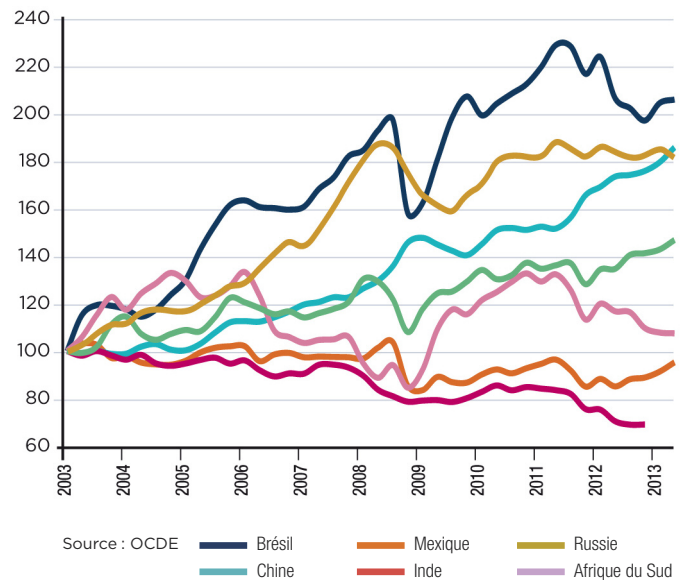
Source : IBGE

— Taux de chômage (%)
— Salaires réels mensuels moyens (Janv-03 = 100)

... les coûts augmentent...

Cette montée des salaires a eu un impact majeur sur les coûts. On observe effectivement une tendance longue de hausse des coûts au Brésil, qui s'est significativement répercutée sur l'industrie. La production industrielle a ainsi reculé de 0,8% en 2012 (et s'est une nouvelle fois contractée de 0,3% T/T en mai 2013) alors que le secteur des services a progressé de 1,7%. La raison est simple : les activités de services non échangeables sont plus aptes à s'adapter à une montée des salaires, puisqu'elles ont une capacité plus forte pour transférer des coûts plus importants en prix plus élevés. Or l'expérience passée du Brésil montre bien que les périodes de croissance soutenue du pays sont souvent accompagnées d'un dynamisme important de l'industrie (cf. graphiques 1 et 2). De nombreuses mesures adoptées en 2012, tant sur le plan fiscal que monétaire⁽⁵⁾, avaient pour objectif de limiter les pertes de compétitivité du secteur industriel. Cependant, cette montée significative des coûts unitaires du travail de 83% entre 2003 et 2012 (cf. graphique 4) a indéniablement fait perdre le pays en compétitivité face à ses voisins et aux autres grands pays émergents. La différence entre les coûts horaires du travail est assez spectaculaire : en 2012, alors qu'ils se limitent à seulement 2,2 dollars au Mexique, 4,7 au Chili et 3,17 en Chine, ils s'élèvent à 11,1 au Brésil ! Cette dynamique défavorable a lourdement pesé sur la productivité et la croissance du pays, ralenties de plus par des infrastructures clairement insuffisantes.

GRAPHIQUE 4 :
Coûts salariaux unitaires (Janv-03 = 100)



Source : OCDE — Brésil — Mexique — Russie
— Chine — Inde — Afrique du Sud
— Chili

(3) Pinheiro T. (2013), Brazil: exchange rate regime under pressure, Santander, Strictly Macro, June 20.

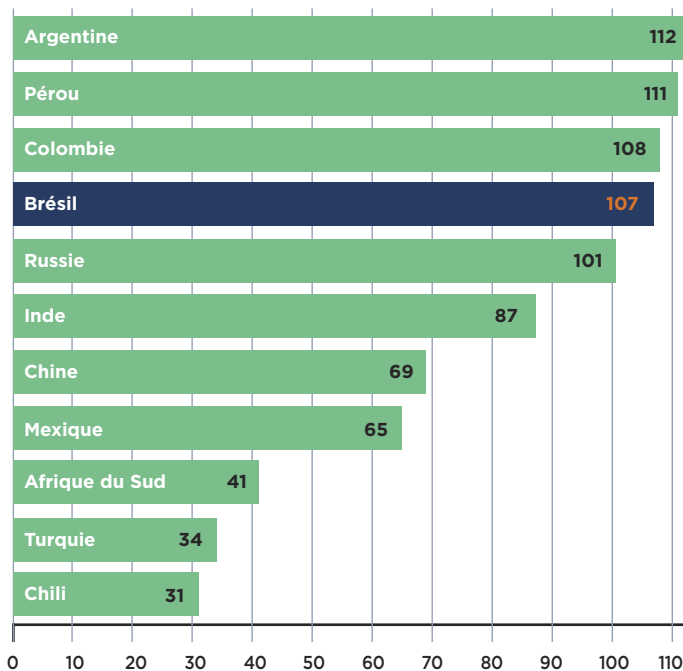
(4) Le secteur des services a notamment bénéficié de la réduction de l'emploi informel, les emplois formels ayant atteint 66% du total des emplois en 2012 contre 57% en 2005.

(5) Réduction de la TVA sur les équipements domestiques et les automobiles, diminution des charges salariales dans les secteurs intensifs en main d'œuvre, stimulus monétaire, dépréciation du real, etc.

... et les infrastructures sont déficientes

Le coût du travail ne constitue pas le seul obstacle à la croissance brésilienne. Dernier élève de la classe des BRICS en matière de qualité des infrastructures (cf. graphique 5), le Brésil peine à les améliorer malgré les nombreux projets en vue de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016. En effet, la qualité des routes, des infrastructures portuaires, aériennes et ferroviaires demeure défailante. Les autorités se sont engagées à augmenter leurs dépenses, tentant d'encourager les investissements en matière de grandes infrastructures – liés surtout aux deux grands événements sportifs à venir. La présidente Dilma Rousseff a dévoilé, en août 2012, un plan de relance colossal reposant sur des partenariats public-privé et l'ouverture de concessions sur des routes, des voies ferrées et des aéroports. Les investisseurs restent cependant hésitants face à une forte bureaucratie, des procédures administratives lourdes, une fiscalité excessive et inefficace, auxquelles s'ajoute une volonté de contrôle accrue de l'Etat sur l'économie. Un doute persiste donc sur la capacité interne du pays à mettre en œuvre les investissements annoncés, d'autant plus que les grands projets d'investissement n'ont, jusque là, pas été réalisés au rythme espéré, comme en témoigne le retard qu'ont pris les grands travaux lancés par l'ancien président Lula ou encore la poursuite du Programme d'accélération de la croissance⁽⁶⁾ (PAC2) qui n'a décaissé que 30% du budget prévu en 2012. Ce déficit chronique d'infrastructures continue ainsi d'handicaper considérablement la croissance du pays.

GRAPHIQUE 5 :
Classement des infrastructures sur 144 pays



Source : World Economic Forum

(6) Le PAC2, lancé en 2010, est la continuité du premier Programme d'accélération de la croissance inauguré par Lula en 2007, visant à investir dans les infrastructures, les grands travaux et l'achat d'équipements.

Conclusion

Le fameux « coût Brésil » est devenu un problème brûlant pour le pays : une situation tendue du marché du travail, une industrie fragilisée par son manque de compétitivité et des infrastructures qui peinent à se développer. Le modèle de croissance brésilien tiré par la consommation est en panne ; au point que la vie de plus en plus chère et les blocages en matière d'infrastructures ont provoqué un immense mécontentement, illustré par les manifestations de masse de la mi-juin 2013. Les remèdes à la stagflation brésilienne ne se situent pas dans la politique économique, mais bien dans des réformes pour améliorer l'éducation et augmenter ainsi le nombre de travailleurs qualifiés. En outre, un effort d'amélioration des infrastructures est indispensable pour lutter contre les goulots d'étranglement. Mais ce sont là des traitements difficiles à mettre en place et les résultats ne se verront qu'à long terme. En attendant, la population s'impatiente....

Par **Dominique Fruchter**
Economiste Senior, Coface

Juin 2013

Une société sous tension

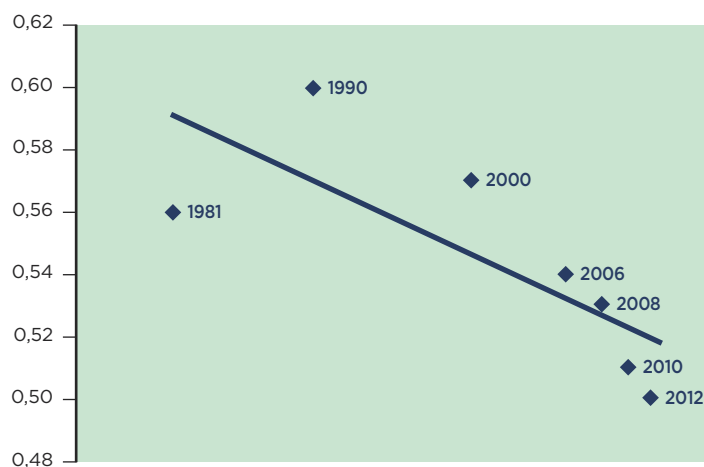
La pauvreté et les inégalités se sont réduites au Brésil au cours des années 1990 et 2000. Cependant, les grandes manifestations qui ont commencé à la mi-juin 2013 montrent que les motifs de mécontentement n'ont pas disparu. Les inégalités demeurent, en effet, importantes. Les partis politiques peinent à fournir une réponse aux exigences de la classe moyenne qui ne se satisfait plus de la seule société de consommation. Dans la perspective de plusieurs manifestations internationales majeures (Journées mondiales de la jeunesse, Coupe du monde, Jeux olympiques), la présidente Dilma Rouseff fait preuve d'écoute. Elle dispose d'une popularité suffisante, notamment au sein d'une classe moyenne devenue incontournable, pour lui permettre d'imposer à sa majorité les inflexions nécessaires pour répondre, au moins partiellement, aux attentes.

Le net recul des inégalités et de la pauvreté..

La hausse du PIB par habitant, passé de 7 221 \$ en 2007 à 11 490 \$ en 2012, a été remarquable au Brésil. Cet essor reflète notamment une augmentation substantielle des salaires réels (+11% en moyenne annuelle entre 2007 et 2011), celle encore plus forte (+66%) du salaire minimum, la progression de l'emploi formel, le développement de la sécurité sociale et la stabilité macro-économique. L'expansion rapide du crédit a également joué un rôle capital. L'amélioration a été plus forte pour les régions et les groupes qui affichaient le retard le plus important : le Nordeste, les paysans, les familles nombreuses et les noirs. La réduction des inégalités a été significative : l'indice de Gini (mesurant les inégalités de revenu) s'est nettement amélioré, passant de 0,57 en 2000 à 0,51 en 2012. Elle permet désormais l'accès à la consommation à une partie plus large de la population.

La réduction de la pauvreté a débuté il y a 12 ans en 2001 avec les premières mesures adoptées pendant la présidence Cardoso. Le programme phare d'aide conditionnelle « Bolsa Familia », institué en 2003 par le président Lula, a ensuite permis aux familles les plus pauvres de recevoir une somme moyenne de 120 réaux chaque mois (entre 32 et 306 réaux suivant le revenu et la composition du foyer), à la condition que les enfants soient scolarisés et suivent les programmes de vaccination obligatoire. Les sommes allouées ont été accrues en 2011 par la présidente Rouseff dans le cadre du programme « Brasil sem Miséria », puis en 2012 avec « Brasil Carinhoso », un plan de lutte contre la pauvreté de la première enfance. Le nombre de personnes bénéficiaires est estimé à 36 millions en 2013, soit le cinquième de la population. Un autre programme, le « Benefício de Prestação Continuada » est une pension non contributive versée aux personnes âgées pauvres et aux handicapés.

GRAPHIQUE 1 :
Réduction des inégalités de revenu
Evolution du coefficient de Gini



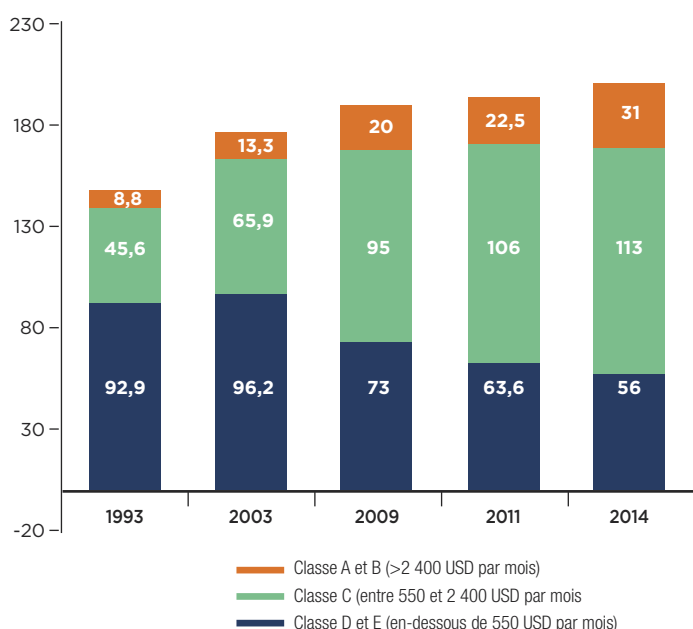
Sources : SEDLAC, Banque mondiale

L'extrême pauvreté (les personnes vivant avec moins de 70 réaux par mois) a très nettement reculé. En 2002, selon l'institut brésilien de recherche économique IPEA, 14% des Brésiliens vivaient dans cette situation ; ils n'étaient plus que 8% en 2009. Avec l'élargissement des programmes d'aide, le gouvernement estime que l'ensemble des personnes recensées grâce au Cadastro Unico, autre mesure phare de la lutte contre la pauvreté, est sortie de l'extrême pauvreté. Il y aurait toutefois encore 700 000 familles non recensées dans cette situation. Les deux-tiers d'entre elles vivraient dans le Nordeste et la moitié serait des jeunes.

La dernière décennie a vu l'émergence d'une large classe moyenne appelée « classe C », ou classe moyenne inférieure (on raisonne au Brésil sur cinq tranches de revenu classées de A à E). Entre 2003 et 2012, quelque 35 millions de

Brésiliens sont passés des tranches de revenu D et E à la tranche C. Cette dernière catégorie représente 55% (contre 34% en 2005) de la population du pays, affichant un revenu familial mensuel compris entre 500 à 1 000 euros, quand le salaire minimum n'atteint que 230 euros (678 réaux). L'essor de l'emploi a été décisif, le taux de chômage officiel a baissé et s'est stabilisé légèrement au dessus de 5% de la population active. En outre, le programme de logements à bas coût dénommé « Minha casa, minha vida » (Ma maison, ma vie), mis en place fin 2009, vise à réduire le déficit d'habitations. Il est destiné aux ménages gagnant moins de 5 000 réaux par mois. La subvention dépend du niveau de revenu. A la fin de 2012, un million de familles avait emménagé dans des logements financés par ce programme.

GRAPHIQUE 2 :
Répartition de la population par classes de revenus (en millions)



Sources : IBGE, Ministère des finances

... n'a pas apaisé les motifs de mécontentement social

Pourtant, les manifestations qui ont commencé à la mi-juin 2013 illustrent bien la persistance des tensions sociales. Elles ont réuni plusieurs millions de personnes dans les principales villes du pays, ont été les plus importantes depuis celles qui avaient conduit au départ du président Collor de Mello en 1992, et montrent bien la persistance des tensions sociales. Le calme traditionnel des Brésiliens, leur acceptation supposée des inégalités et leur bonne humeur à toute épreuve avaient donc des limites. Des activistes d'extrême gauche étaient bien présents, mais l'immense majorité des manifestants appartenaient à la classe moyenne, devenue majoritaire dans le pays. Et les étudiants étaient largement représentés.

Le plein emploi, l'accession à la société de consommation, les spectacles sportifs ne suffisent plus face à une situation qui se détériore : la croissance ralentit ; l'endettement des ménages atteint ses limites et l'inflation, ce très mauvais souvenir des années 1990, accélère. C'est au point que certains revenus parviennent difficilement à suivre l'augmentation des prix, particulièrement forte pour l'alimentation et les services. Des infrastructures publiques déficientes – les transports au premier chef – concourent en outre à gâcher le quotidien des classes moyennes et ont constitué un des éléments majeurs des revendications.

L'augmentation du prix des transports publics à Sao Paulo (de 3 à 3,2 réaux) et Rio a joué un rôle d'étincelle. La dureté de la répression policière des premiers jours avec l'utilisation de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de canons à eau a renforcé la détermination des manifestants qui ont poursuivi leur action, en dépit de l'abandon de cette hausse du prix des transports. Le coût (17 milliards de dollars) de la construction des équipements nécessités par la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 est jugé faramineux. Ils s'interrogent sur l'utilité de grands stades qui pourraient se révéler des éléphants blancs, à l'instar de celui de Manaus prévu pour 63 000 spectateurs, alors que les rencontres locales de football ne réunissent que quelques centaines de personnes ; d'autant que les services publics de l'éducation et de la santé manquent cruellement de moyens.

L'enseignement supérieur public, qui draine une large part de l'argent public consacré à l'éducation, est de qualité et très sélectif. Mais pour pouvoir y accéder, il est nécessaire de recevoir une solide éducation primaire et secondaire. Or, le système public primaire et secondaire est médiocre. Ses enseignants sont mal payés, ce qui n'attire pas les talents. Les résultats des élèves brésiliens aux tests effectués dans le cadre d'enquêtes internationales ne sont pas concluants. Quant aux écoles privées, elles sont trop onéreuses pour la plupart des familles. Le système public de santé est affecté des mêmes maux. Ces insuffisances sont d'autant plus surprenantes que la dépense publique représente près de 40% du PIB, ce qui est élevé pour un pays émergent. Ceci conduit à s'interroger sur l'efficacité des dépenses publiques.

Un autre motif de mécontentement est la corruption et, plus largement, dans les insuffisances de la gouvernance. Les performances du pays ne sont que légèrement supérieures à la moyenne mondiale. Après s'être amélioré, son classement s'est stabilisé dans une position intermédiaire. La corruption a régressé, mais n'en demeure pas moins prégnante. Ainsi, malgré les contrôles, le programme « Minha casa minha vida » n'est pas exempt de corruption, de défauts de construction, de médiocrité des emplacements et de manque de qualification de la main d'œuvre. Les politiciens de haut rang condamnés en novembre 2012 dans le cadre du scandale de pots de vin dits « mensalao » ne sont toujours pas incarcérés.

Indicateurs 2012 Banque mondiale	Liberté politique	Stabilité politique	Efficacité du gouvernement	Qualité de la réglementation	Respect des lois	Corruption
BRÉSIL	78	115	95	94	96	79
CHILI	41	75	35	15	26	18
URUGUAY	34	50	65	76	63	30
MEXIQUE	100	159	78	84	131	116
COLOMBIE	119	187	80	83	112	114
ARGENTINE	91	99	109	159	143	123
INDE	88	186	97	127	102	138

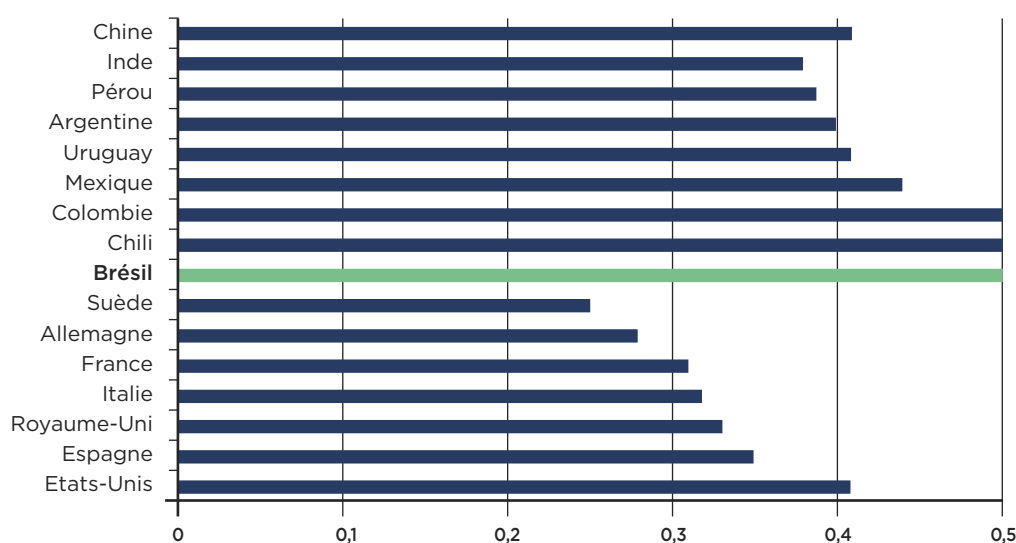
Enfin, malgré leur réduction, les inégalités demeurent importantes. Le coefficient de Gini, même s'il a amélioré, reste l'un des plus élevés des pays émergents. Les 10% les plus riches perçoivent 45% des revenus. Alors que les 10% les plus pauvres doivent se contenter de 1%. Les inégalités existent à la fois dans le secteur privé et dans la fonction publique où certains hauts fonctionnaires ont des revenus supérieurs à ceux de leurs homologues des pays avancés. Une large part (38% en 2012) des prélèvements obligatoires (TVA, charges sociales) n'est pas progressive, et même régressive pour la première. Et les plus pauvres profitent peu du programme de logement social « Minha Casa minha Vida », ce qui explique que 11 millions de personnes habitent toujours dans des favelas. Seuls 45% des conventions concernent des familles gagnant moins de 1 600 réaux par mois. Les inégalités alimentent une violence significative dans les zones urbaines, largement liée au narcotrafic. Elle ne se limite plus aux favelas de São Paulo et Rio de Janeiro, où, d'ailleurs elle a nettement régressé (sans doute faut-il y voir un lien avec l'intervention policière dans les favelas les plus proches des zones touristiques dans la perspective de la Coupe du monde et des Jeux olympiques), et gagne le Nordeste moins développé économiquement et où le taux d'homicide pour 100 000 habitants peut atteindre 50 ou 60, contre une moyenne nationale de 26.

Les tensions restent également fortes dans les zones rurales et forestières

Des conflits épisodiques interviennent entre les milices armées des propriétaires terriens et les paysans appartenant au Mouvement des paysans sans terre (MST). La recherche de nouvelles terres dans le Nord, proches des futurs ports, alors que celles situées dans le centre-Ouest sont chères et déjà occupées par les éleveurs de bovins est une cause supplémentaire de querelle. Les velléités chinoises d'acheter des terres afin d'y cultiver du soja et du maïs qui seraient transformés en Chine pourrait encore envenimer la situation. Toutefois, jusqu'à présent, les autorités fédérales et locales se montrent réticentes, car soucieuses de conserver la transformation des matières premières.

L'arrivée des exploitants agricoles et des compagnies minières en Amazonie où se concentrent les 900 000 indigènes que compte le Brésil provoque des conflits. Leurs réserves qui couvrent 100 millions d'hectares (1/8 de la surface du pays) sont très convoitées. La déforestation, galopante jusqu'alors, a pourtant nettement ralenti depuis 2009 et l'adoption d'une législation est plus protectrice. La protection est encore relative, car, si une exploitation n'atteint pas son quota obligatoire de terres laissées vierges,

GRAPHIQUE 3 :
Inégalités de revenus - Coefficient de Gini



Sources : SEDLAC, Banque mondiale

elle peut combler la différence en achetant un certificat à une autre exploitation disposant d'un surplus. Ce commerce aboutit à de fortes disparités entre états fédérés.

Une réponse politique laborieuse mais réelle

Spontanées, les manifestations ne répondent à aucune consigne politique. Aucun leader ni organisation ne semble se dégager. Leur ampleur croissante s'explique par l'utilisation des réseaux sociaux de communication. Les manifestants y expriment, notamment, leur désillusion envers les institutions administratives, politiques et financières, accusées de favoriser les élites. En dépit de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de centre gauche en 2003 et de la nomination d'anciens syndicalistes et de femmes au gouvernement, le personnel politique ne s'est guère renouvelé. L'immobilisme trouve sa source dans le système électoral (scrutin proportionnel de liste pour les députés) et le financement privé des campagnes qui favorisent les personnes disposant de moyens financiers importants ou d'appuis familiaux. Aucun parti ne semble susceptible de profiter du mouvement ; au point que les réactions, y compris au sein de l'opposition, sont embarrassées et discrètes.

Dilma Rousseff, élue au second tour de l'élection présidentielle du 31 octobre 2010 avec 56,05% des voix, a rapidement dit comprendre le désarroi des manifestants et elle a affiché sa détermination à prendre en compte leurs revendications. Au-delà des convictions de l'ancienne guerillera de la guerre civile, la tenue fin juillet 2013 à Rio des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) organisées par l'église catholique avec ses cohortes de jeunes venus du monde entier peut avoir joué un rôle dans son attitude. La présidente s'est engagée à prendre des mesures pour calmer les esprits : les redevances pétrolières seront consacrées à l'éducation et le système de santé renforcé par l'appel à plus de praticiens étrangers. Avant les manifestations, les autorités avaient déjà fait part de leur volonté d'engager 6 000 médecins cubains pour assurer des postes non pourvus dans le Nordeste et en Amazonie. 50 milliards de réaux seront consacrés aux transports publics. Un plébiscite devrait être organisé à propos de réformes institutionnelles à adopter par le Congrès, notamment en matière électorale. Reste à savoir si la coalition au pouvoir soutiendra ces nouvelles orientations qui sont assez floues. Pour l'instant, seul le premier engagement a fait l'objet d'un vote positif au Sénat.

Dilma Rousseff dispose d'une large majorité dans les deux chambres du Congrès : 72% à la Chambre des députés (soit 373 sièges sur 513) et de 76% au Sénat (62 sénateurs sur 81), dans le cadre d'une coalition de 11 partis, dont celui

de la Présidente, le parti des travailleurs (PT), le PMDB et le PSD. L'opposition est réduite au Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne (PSDB), aux Démocrates (DEM) et au Parti Populaire Socialiste (PPS) représentant à eux trois 111 députés et 18 sénateurs. Le Parti des Verts, dont la candidate Marina Silva est arrivée en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle avec 20% des suffrages, reste indépendant. La majorité présidentielle dirige 16 Etats fédérés sur 27. L'opposition a cependant conservé ceux de São Paulo et du Minas Gerais. Les élections municipales d'octobre 2012 n'ont pas remis en cause cette situation. La mairie de Sao Paulo a même été conquise par Fernando Haddad (PT) sur Jose Serra.

Une majorité présidentielle fragmentée, mais Dilma reste populaire

Après un début de mandat tranquille, la présidente a enregistré une série de revers. Le plus significatif est le procès dit des « Mensalão » devant la Cour suprême, où étaient poursuivis une quarantaine de responsables du Parti des Travailleurs, devenus parfois parlementaires ou ministres. La plupart d'entre eux ayant été convaincus courant octobre 2012 d'avoir acheté des votes de parlementaires grâce à de l'argent provenant d'entreprises publiques sous la présidence de Lula, Dilma Rousseff a dû se séparer de plusieurs ministres impliqués. Cependant, fin juin 2013, aucun n'a encore été emprisonné.

La présidente a également fort à faire pour conserver l'unité de sa coalition, où la discipline est limitée et la participation des femmes infime. Elle doit ménager les susceptibilités en répartissant les postes au sein de son gouvernement. Les lobbys, notamment agricoles, sont puissants. Le passage des lois est souvent laborieux. Cela a été le cas récemment avec le code forestier et la nouvelle répartition des redevances pétrolières entre les collectivités locales. Or, cette dernière devra être modifiée pour répondre au nouvel engagement de la présidente.

Dilma Rousseff pourra-t-elle utiliser sa popularité personnelle pour convaincre ? Sa cote a chuté avec la montée de la fronde sociale. Mais elle devrait pouvoir encore compter, lors de la prochaine élection présidentielle d'octobre 2014, sur le soutien de la classe moyenne qui lui doit une bonne part de son enrichissement. Et l'opposition ne dispose pas de candidats crédibles. Le risque de voir un concurrent surgir au sein de sa coalition est également faible dans la mesure où, pour l'heure, l'actuelle présidente reste le meilleur atout dont dispose le PT pour être reconduit aux affaires.

Conclusion

Les revendications des manifestants sont de nature qualitative et quantitative. Elles concernent la pratique politique, l'éducation, la santé, le transport et le logement. Même si la présidente Dilma Rousseff se dit déterminée à en tenir compte, les réponses qu'elle apportera prendront nécessairement du temps à se concrétiser et à porter leurs fruits.

INTERVIEW

Cristiano Souza

Économiste, Santander

« Une crise de la balance des paiements semble exclue »

Le PIB brésilien a progressé au faible rythme de 0,9% en 2012 et de 0,6% au premier trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent. Comment expliquer cette médiocre performance ?

La croissance du PIB a été affectée par la faiblesse de deux éléments : les investissements et la consommation des ménages. Les investissements se sont contractés de 4% en 2012 en raison du recul de la confiance des investisseurs et de la hausse du coût de l'importation des machines due à la dépréciation du taux de change. Quant à la consommation des ménages, elle a souffert du ralentissement de la croissance du crédit (à cause de la hausse du taux de défauts) et a montré une certaine perte de vitesse en 2012. Les investissements ont progressé début 2013, conséquence du rétablissement de la production de poids lourds. En revanche, la consommation des ménages a davantage ralenti compte tenu de la hausse de l'inflation. Parallèlement, les importations ont augmenté, affectant la croissance du PIB.

Que prévoyez-vous en termes de croissance du PIB pour 2013 et 2014 ?

Nous prévoyons une croissance de 2,3% en 2013 et de 2,1% en 2014.

L'inflation a dépassé l'objectif (6,5%) plusieurs fois cette année. Quelle perspective pour le second semestre 2013 et pour 2014 ? Comment expliquer cette évolution ?

L'inflation devrait ralentir au second trimestre 2013, les prix de l'alimentation continuant de baisser. Cependant, la demande de services pèsera encore sur les prix industriels, un phénomène qui pourrait être amplifié par la dépréciation de la devise. Ces deux effets devraient assurer une inflation à 6% cette année et à 6,4% en 2014.

En matière de politique macroéconomique, le gouvernement intervient dans l'économie (protectionnisme commercial et mesures d'allègement fiscal dans les secteurs sensibles). Ces politiques sont-elles efficaces pour stimuler les investissements ?

Ces interventions récentes ont créé des incertitudes, provoquant un recul de la confiance des investisseurs. En revanche, des signes montrent que le gouvernement a l'intention de soutenir les investissements dans les infrastructures par l'intermédiaire du secteur privé (concessions). Ce serait un mécanisme efficace à moyen et long terme pour réduire les coûts au Brésil et encourager la productivité.

Quelles politiques macroéconomiques le gouvernement va-t-il suivre, selon vous, au second semestre 2013 et en 2014 ?

Le gouvernement doit se concentrer sur la politique monétaire, en relevant le taux Selic (taux de référence) à 9% à la fin de l'année, afin de tenter de contenir l'inflation. Au vu des effets des exemptions fiscales sur l'impôt sur le revenu, la politique budgétaire ne devrait pas revenir sur sa tendance expansionniste. Dans ce scénario, les concessions devraient jouer un rôle important pour les investissements, car elles sont gérées de la manière la plus efficace possible.

Le ratio investissements/PIB a clôturé 2012 à seulement 18,1%, un niveau inférieur à celui de 2011. Qu'est-ce qui explique cette contraction ?

Les investissements ont baissé de 4% en 2012, face au recul de la confiance des investisseurs et à la hausse des coûts des importations de machines, liée à la dépréciation des taux de change.

Quel serait le ratio d'investissement idéal pour que le pays puisse se développer à un rythme plus élevé et durable ?

Nos études montrent que chaque fois que le ratio investissements/PIB augmente de 4 points de pourcentage, la production potentielle croît d'un point. Si nous voulons afficher les mêmes performances que nos voisins d'Amérique latine, qui connaissent une croissance régulièrement de 5 à 6% ces dernières années, nous avons donc besoin d'un taux d'investissement de 25 à 26% du PIB.

L'inflation devrait ralentir au second trimestre 2013

Le manque de travailleurs qualifiés est une plainte récurrente des entrepreneurs. Comment élever le niveau d'éducation à court terme ?

L'éducation n'est pas une question qui peut être résolue à court terme. Il a fallu deux décennies aux pays qui ont connu une accélération de leur croissance grâce aux investissements dans l'éducation, comme la Corée du Sud et Taïwan, pour récolter les fruits de ces investissements. Pour pallier, à court terme, le manque de travailleurs qualifiés, il faut organiser des formations sur le lieu de travail, ce qui est coûteux pour les entreprises.

INTERVIEW

Quels sont les principaux secteurs prometteurs de l'économie à court terme ?

Les secteurs les plus protégés de la concurrence internationale, comme les services, peuvent rester rentable. Par ailleurs, un marché du travail en surchauffe pourrait être son principal moteur de la croissance. Si les projets d'infrastructures sont bien menés, les secteurs qui y sont liés devraient également afficher de meilleures performances.

Quels sont les secteurs potentiellement en difficulté ?

Face aux incertitudes extérieures et au ralentissement de la croissance chinoise, les secteurs les plus en difficultés sont ceux qui dépendent le plus des exportations ou des industries qui subissent une concurrence féroce des produits importés.

L'excédent de la balance commerciale recule ces derniers mois, à cause d'une croissance des importations plus forte que celle des exportations. Quelle en est la principale raison ?

Par ailleurs, le déficit lié aux services s'est accentué provoquant des déficits record de la balance courante. Selon vous, une crise de la balance des paiements est-elle possible ?

Trois raisons expliquent la chute de l'excédent commercial. La première, c'est la faiblesse de la croissance chinoise, qui a participé à la baisse des prix des matières premières et à la stagnation des termes de l'échange (ratio des prix d'exportation et des prix d'importation) du Brésil. Ensuite, la demande en produits brésiliens n'est pas très solide, en raison de la faiblesse de la croissance mondiale. Il y a en outre le cas particulier de l'Argentine, qui a érigé des barrières à l'importation. Enfin, la demande interne reste robuste, en dépit de la faible croissance du PIB. L'absorption intérieure (somme de la consommation des ménages, de la consommation du gouvernement et des investissements) continuant

d'augmenter plus vite que le PIB, une partie est effacée par les importations. Ces trois facteurs ont contribué aux plus mauvais résultats de la balance commerciale depuis plus de dix ans.

Même avec des déficits plus élevés dans les transactions courantes et la crainte d'une inversion de la politique monétaire aux États-Unis, une crise de la balance des paiements ne me semble pas réaliste. Les flux d'investissement continuent de compenser largement le déficit courant actuel et les réserves en devises étrangères restent à des niveaux historiquement élevés.

Enfin, quelle sera l'évolution du taux de change au second semestre 2013 et en 2014 ?

Nous estimons que le taux de change clôturera l'année 2013 à 2,10 R\$/US\$ et à 2,30 R\$/US\$ en 2014. Une partie de cette pression vient des comptes extérieurs. Bien que ce ne soit pas le signe d'une crise de la balance des paiements, les comptes extérieurs n'affichent plus l'abondance de ressources de ces dernières années. Le changement de direction de la politique monétaire américaine contribue également à la dépréciation : le dollar pourrait poursuivre sa hausse à mesure que la Réserve fédérale réduira ses rachats d'actifs.

Pour assurer une croissance régulière de 5 à 6%, il nous faudrait un taux d'investissement de 25 à 26% du PIB

INTERVIEW

Luiz Rabi,
Économiste, Serasa Experian*

« Il sera difficile de passer en deçà des 3,6% actuels pour le taux de défaut de paiement⁽¹⁾ des entreprises »

Après sa progression en 2012, le taux de défaut de paiement des particuliers a reculé au cours des premiers mois de 2013. Comment explique-t-on cette évolution ?

Le taux de défaut de paiement des particuliers a atteint un sommet en octobre 2012 à 8,2 %. Il est revenu depuis lors à 7,5 % en avril 2013. En 2010, l'accès au crédit était particulièrement facile et les particuliers se sont beaucoup endettés. Au bout d'un moment, les défauts de paiement ont considérablement augmenté, conduisant le système financier à devenir plus restrictif. Ce nouveau contexte, en plus de l'état du marché de l'emploi marqué par la faiblesse du chômage et la stabilité des salaires réels, a permis au taux d'évoluer à la baisse.

Cette baisse implique-t-elle également une diminution du taux de défaut de paiement des entreprises ?

La baisse des défauts de paiement pour les particuliers se répercute sur les entreprises, mais la moyenne historique de cet indicateur est de 7 %. Nous ne nous attendons pas à ce qu'il diminue beaucoup plus. D'autres indicateurs affectent davantage le taux de défaut de paiement des entreprises, comme la croissance économique et le coût du crédit (taux d'intérêt). La croissance s'améliore par rapport à l'année dernière, mais elle est encore faible. Et les taux d'intérêt progressent ces derniers mois, en raison de la hausse du taux Selic (le taux de référence du gouvernement brésilien). Pour résumer, il n'y a pas beaucoup de marge pour une nouvelle baisse du taux de défaut de paiement. Un effet tend à annuler l'autre.

Les défauts de paiement se concentrent-ils sur une taille d'entreprise en particulier ?

Les micro-entreprises et les petites entreprises représentent 90 % des défauts de paiement enregistrés par Serasa. Ce sont celles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 4 millions de réaux (1,8 million de dollars) par an.

Serasa a récemment lancé un nouvel indice, Educação Financeira do consumidor (Éducation financière du consommateur). Quels en sont les principaux résultats ?

L'indice, établi par le biais d'entretiens, est composé de 3 éléments : a – la connaissance du crédit, l'éducation financière ; b – l'attitude que la personne dit avoir, son positionnement ; c – le comportement réel. Entre 0 à 10, c'est la connaissance (a) qui a obtenu la meilleure note, avec 7,5. L'attitude (b) a obtenu 6 et le comportement (c) a été noté 5. Par ailleurs, certains résultats intéressants ont été observés : ainsi, les hommes et les femmes ont le même comportement, indépendamment de la fourchette

de salaire. Enfin, la surconsommation est associée à la culture brésilienne.

Le marché brésilien du crédit, très récent, a explosé après 2005. Le pourcentage du revenu engagé dans le financement (rapport salaire/échéances du crédit) est-il encore acceptable ?

Non, ce pourcentage est très élevé, autour de 21 %, d'après la Banque centrale brésilienne. En ce qui concerne les emprunts des particuliers, ils ont doublé après 2005. C'est le résultat de la hausse des échéances de paiement et de taux d'intérêt plus faibles. Le pic de défauts de paiement observé en 2011-2012 a été causé par la hausse de trois points de pourcentage de l'engagement des salaires. Cela a alerté la Banque centrale, qui a compris avoir atteint le maximum acceptable. En d'autres termes, qu'il était déjà temps de durcir les conditions de crédit.

Actuellement, nous savons seulement si un particulier est en défaut de paiement ou non. Cependant, avec le lancement de Cadastro Positivo (Register Plus), il sera possible d'observer l'endettement d'un consommateur. Quels en seront les principaux avantages ?

Avec Cadastro Positivo, nous connaissons le pourcentage du salaire déjà engagé. L'exigence du bulletin de salaire sera remplacée et profitera aux personnes qui ne sont pas en mesure de prouver leur revenu. La personne pourra suivre son score et l'écart a tendance à baisser pour les bons payeurs.

Quels ont été les effets observés dans les pays ayant adopté un outil similaire ?

Parmi les 20 pays les plus riches du monde, le Brésil était le seul qui ne disposait pas d'un outil de type Register Plus. Ce produit est déjà au point dans de nombreux pays et cela changera la culture brésilienne du crédit. Les personnes extérieures suivent ce score régulièrement afin de contracter des prêts aux taux les plus faibles, et cela a un effet positif sur la ponctualité du paiement.

Enfin, le taux de défaut moyen en 2013 sera-t-il plus faible que celui observé en 2012 ?

Le taux de défaut de paiement des particuliers pourrait descendre jusqu'à 7 % d'ici la fin de l'année, clôturant l'année 2013 avec un taux moyen de 7,3 %. Quant au défaut des entreprises, la marge est limitée : il sera difficile de passer en-deçà des 3,6 % actuels.

Le taux de défaut de paiement des particuliers, de 7%, en moyenne ne devrait pas baisser beaucoup

* Société de services d'information

(1) Uniquement sur les crédits bancaires

INTERVIEW

Fernando Figueiredo
Président, Abiquim*

« Nous sommes en train de construire l'industrie chimique de 2030 »

Quelle est le poids de l'industrie chimique au Brésil et sa position dans le contexte mondial ?

Les derniers chiffres consolidés sur le plan mondial remontent à 2011. L'industrie chimique brésilienne, forte d'un chiffre d'affaires de 157 milliards de dollars, occupe la 6^{ème} position dans le monde. A cette date, le marché local (la production plus les importations, moins les exportations) avait une valeur estimée de 183 millions de dollars. La différence entre la production et la demande avait créé un déficit de 26,5 millions de dollars. En 2012, ce déficit atteignait 28,1 millions, et devrait dépasser 30 millions en 2013. Aujourd'hui, les importations représentent environ un tiers du marché chimique.

Quels sont les grands défis de l'industrie chimique ?

L'industrie chimique est confrontée à quatre grands défis : le prix des matières premières, le coût de l'énergie, le coût élevé de l'investissement (dans les machines, l'équipement et les services d'ingénierie) et la faiblesse des investissements en recherche et développement.

Le principal défi de l'industrie chimique tient certainement au coût élevé des matières premières. Le gaz au Brésil coûte, par exemple, quatre fois plus cher qu'aux États-Unis, et près de 50% de plus que sur le marché européen. Par ailleurs, on estime que l'investissement dans une nouvelle usine au Brésil coûte 25% plus cher qu'en Asie et 10% de plus qu'aux États-Unis. Enfin, les sociétés brésiliennes n'investissent environ que 0,7% de leur chiffre d'affaires en R&D, alors que la moyenne mondiale est d'environ 2%.

Quelles devraient être les performances du secteur en 2013 ?

Au cours des 20 dernières années, et à quelques exceptions près, le marché de la chimie au Brésil a progressé 25% plus vite que le PIB national. En 2012, le marché stagnait, mais la production a gagné 2,8 %, remplaçant une partie du volume importé. Cependant, au premier trimestre 2013, le marché a bondi au rythme impressionnant de 7,1% (en dépit d'une faible croissance du PIB), tandis que la production reculait de 1,3%. Nous nous attendons à un retour à des niveaux normaux en 2013 et à une progression supérieure de 25 % au PIB, la production accompagnant cette performance.

* Association de l'industrie chimique au Brésil

L'industrie chimique est connue pour être très gourmande en énergie. La réduction récente des tarifs douaniers sur l'électricité consentie par le gouvernement a-t-elle eu un impact sensible sur les coûts des entreprises ?

Oui, le coût de l'énergie a baissé de 17 à 25%, cependant, comme je l'ai dit auparavant, il est toujours 50% plus élevé qu'aux États-Unis.

Les États-Unis ont encore renforcé leur position de leader grâce à l'exploration du gaz de schiste, qui a fait baisser le coût de l'énergie. L'adoption de ce modèle pourrait-elle améliorer la compétitivité locale au Brésil ?

Les progrès technologiques qui ont permis l'exploitation économique du gaz de schiste aux États-Unis ont révolutionné l'industrie pétrochimique dans le monde. Les experts sont divisés, certains estiment que cela pourrait se développer dans d'autres régions du monde. D'autres pensent que le gaz de schiste est un phénomène exclusivement américain.

De nombreux articles ont été écrits sur le sujet, d'autres le seront, mais une chose est absolument certaine : le gaz de schiste américain a révolutionné l'industrie pétrochimique mondiale.

Les nouvelles sont bonnes au Brésil : nous ne savons pas si nous avons du gaz de schiste, mais l'agence nationale du pétrole (ANP) procédera en octobre à la mise en vente des premières parcelles d'exploration aux compagnies intéressées.

Mais la vraie bonne nouvelle vient de la production de gaz naturel issu du « pré-sel »⁽¹⁾ : les experts estiment que la production de gaz naturel fera plus que doubler d'ici 2020, si les champs repérés dans la couche « pré-sel » sont exploités.

Notre principal défi est le coût des matières premières : le gaz coûte au Brésil quatre fois plus cher qu'aux États-Unis et près de 50% de plus qu'en Europe

(1) Pré-sel : découverte en 2007, la couche pré-sel est une importante réserve pétrolière située sous le plancher océanique, d'un volume d'environ 50 milliards de barils. Elle occupe 800 km entre les États d'Espírito Santo et de Santa Catarina, à 100-300 km des côtes.

INTERVIEW

Le Brésil doit suivre l'exemple américain : utiliser le gaz découvert pour encourager la production de produits chimiques qui apportent de la valeur ajoutée, correspondant à 6-7 fois la quantité de gaz.

Les Etats-Unis ne cherchent pas à simplement exporter du gaz et ce ne doit pas être l'objectif du Brésil.

En ce qui concerne l'Europe, une idée paranoïaque veut que l'exploitation du gaz de schiste nuise à l'environnement. Son exploitation est donc toujours en discussion, alors que les Américains ont montré que les questions environnementales pouvaient être résolues. De plus, les investissements dans le secteur de l'environnement se sont beaucoup développés aux États-Unis. Je ne serais pas surpris qu'un jour, la Pologne commence à produire du gaz de schiste, puisque le pays dispose de cette ressource naturelle, ce qui la rendra indépendante de la Russie.

Au-delà du coût élevé de l'électricité et du gaz naturel, la pénurie de travailleurs qualifiés est également une réalité au Brésil. Selon vous, quel serait le meilleur moyen d'y remédier ?

Dans la configuration actuelle de l'industrie chimique, il n'y a pas de pénurie de travailleurs spécialisés au Brésil. Le problème ne se poserait que si les investissements prévus par le Pacto Nacional da Indústria Química ⁽²⁾ (Pacte national de l'industrie chimique) de 167 milliards de dollars se concrétisaient. L'industrie chimique emploie actuellement 400 000 personnes. Si ces investissements sont réalisés, nous aurons besoin de plus de deux fois plus de travailleurs que le marché ne peut pas fournir.

Le Brésil, comme les Etats-Unis, ne doit pas simplement chercher à exporter du gaz

Nous sommes en discussion avec Senai ⁽³⁾ et l'Agence brésilienne pour le développement industriel pour réaliser une étude détaillée de la demande réelle et du profil des professionnels qualifiés nécessaires pour y répondre. En outre, les ressources financières ne manquent pas pour mettre en œuvre un programme de formation de cette ampleur, car le gouvernement fédéral a alloué des fonds et Senai est techniquement très bien préparé à la mise en place d'un tel programme. C'est un grand défi, mais je pense que nous pouvons le relever.

Le gaz de schiste américain a révolutionné l'industrie pétrochimique mondiale

Le 23 avril, le gouvernement a annoncé une réduction des taxes sur les matières premières. Cette mesure pourrait-elle stimuler les investissements ou la reprise de projets qui avaient été ajournés ?

L'exemption fiscale sur l'achat de matières premières de la première et deuxième génération de produits pétrochimiques a été une décision cruciale pour l'industrie chimique. Cependant, elle ne devrait pas avoir d'effet immédiat sur les investissements. Je m'explique : l'industrie chimique opère à un faible taux d'utilisation des capacités (environ 80% ces six dernières années), quand l'idéal est d'opérer à 95%. Cette décision fiscale augmentera l'utilisation des capacités à des niveaux supérieurs à 90% qui, lorsqu'ils seront atteints, encourageront les sociétés à envisager de nouveaux investissements.

Dans quelle mesure le manque de compétitivité, les taux d'intérêt élevés et la montée en flèche des importations ont-ils affecté les bilans des sociétés ?

Ils ont été affectés de plusieurs manières. Il est de plus en plus difficile de gérer les hausses de coûts liées au maintien d'activités productives, et la marge d'exploitation a également été mise sous pression. Quant aux taux d'intérêt, dans la mesure où l'industrie présente une forte intensité de capital, ils sont devenus une variable très importante et préoccupante sur deux points, en accablant ceux qui ont réalisé des investissements récemment et en décourageant les nouveaux investissements.

L'industrie chimique étant contrainte d'opérer à pleine capacité, au-delà de 90%, et le monde ne s'étant pas encore remis de la crise financière de 2008, il y a beaucoup d'excédents. Cela s'est traduit au Brésil par des coûts marginaux, une hausse des importations et la mise en péril de la position financière des sociétés sur le marché national.

Pourriez-vous évaluer le taux de défaut du secteur et son évolution ?

ABIQUIM ne surveille pas le taux de défaut dans le secteur.

(2) Pacto Nacional da Indústria Química - étude réalisée en 2010 par Abiquim. Il définit les engagements de l'industrie dans le développement économique et social du pays et recense les principaux obstacles qui ralentissent les décisions des investisseurs, brésiliens comme étrangers, en matière d'expansion commerciale dans l'industrie chimique brésilienne.

(3) Senai est un organisme privé au Brésil, mais d'intérêt public. Son principal objectif est de développer et de mettre en place des programmes de formation professionnelle pour mieux préparer les individus au marché.

INTERVIEW

Les entrepreneurs ont demandé une exemption fiscale pour les investissements (en réduisant les taxes sur l'ingénierie, les machines et l'équipement). Où en est cette proposition ?

Lorsque la Présidente, Dilma Rousseff, a ordonné la création du Plano Brasil Maior, organisé en Conseils de compétitivité, l'un d'entre eux a été consacré aux produits chimiques, pétrochimiques et plastiques.

Le travail était coordonné par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) et le Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC), dans le cadre de réunions avec les employeurs, les travailleurs et les représentants du gouvernement. Le rapport couvrait tous les problèmes concrets de l'industrie chimique et récemment, la Présidente a dirigé la publication du Programme Plano Brasil Maior.

Objectifs stratégiques à court terme

- Exemption sur les matières premières : déjà mise en place.
- Soutien aux investissements : mise en place prévue d'ici août 2013.
- Soutien à l'innovation : mise en place prévue d'ici août 2013.
- Politique d'utilisation du gaz en tant que matière première : à définir en décembre 2013.

Echéancier structurel

- Préparation du secteur technologique aux produits issus de sources renouvelables – en cours, en discussion avec les employeurs, les employés et les membres de l'académie.
- Formation des ressources humaines : en voie de lancement par l'intermédiaire de discussions avec Senai et l'Agence brésilienne pour le développement industriel.
- Amélioration des infrastructures : le retour à la privatisation des voies de chemin de fer et des autoroutes constitue une avancée significative, tandis que le nouveau cadre réglementaire pour les ports nous permet d'assurer des améliorations substantielles à moyen terme.
- Réglementation des pesticides : une réunion va être programmée rapidement avec des représentants du gouvernement et du secteur pour en parler.
- Étude de la diversification de l'industrie chimique : la BNDES a formalisé le recours au consortium BAIN Company / Gas Energy et l'étude a été lancée. Elle devrait être finalisée d'ici 12 mois, à compter du 1^{er} mai.

Je suis certain que ce sera le coup de pouce final à la reprise des investissements dans l'industrie chimique. Comme vous pouvez le voir, beaucoup de choses avancent, mais nous avons besoin de temps pour les concrétiser. Ce n'est cependant pas un problème pour l'industrie chimique qui est une activité de long terme. Je suis certain que nous sommes en train de construire l'industrie de 2030.

Nous, les Brésiliens, nous aimons que tout soit prêt pour hier, l'industrie chimique pense à demain

Chimie : un essor impressionnant, mais une compétitivité fragile

Par Patricia Krause
Economiste, Coface Brazil

L'industrie chimique est la 4e plus grande industrie du pays. En 2012, elle représentait 9 % du PIB industriel du Brésil et 2,3 % de son PIB global. Le secteur est spécialisé dans quatre domaines : les produits chimiques utilisés dans le secteur industriel (principalement pour l'automobile, l'électronique et le textile), les produits pharmaceutiques, les produits chimiques utilisés dans l'agriculture et les cosmétiques. Le chiffre d'affaires net a progressé de 236 % en 10 ans, ce qui a permis au Brésil de devenir le 6e plus grand producteur de produits chimiques dans le monde. Malgré cela, la croissance du secteur ralentit depuis 2011, en raison de la fragilité de sa compétitivité sur la scène internationale.

Le gaz est une matière première essentielle, mais son coût n'est pas compétitif. Les prix sont environ 33 % plus élevés qu'aux États-Unis ou au Canada. La situation s'est encore aggravée avec la hausse de la consommation de gaz naturel liée à l'utilisation des centrales thermiques dans le pays, afin d'économiser l'eau dans les réservoirs des centrales hydroélectriques. D'après l'Agence nationale du pétrole, les importations de gaz naturel ont augmenté, en valeur, de 77 % entre janvier et avril 2013 par rapport à la même période en 2012. Les achats étant effectués sur le marché au comptant, le pays est dépendant de la volatilité des cours internationaux (le Brésil ne dispose pas de contrat à long terme). Par ailleurs, la récente appréciation du dollar a tendance à affecter le prix du gaz naturel importé. Il faut également rappeler que l'exploitation par les États-Unis du gaz de schiste, qui coûte beaucoup moins cher que toute autre ressource disponible, a également eu un impact sur le secteur au niveau mondial.

L'industrie chimique, connue pour être très gourmande en énergie, est affectée par ces prix élevés au Brésil. Début 2013, le gouvernement a décidé de réduire les taxes douanières sur l'électricité entre 17 % et 25 %. Mais ces taxes restent supérieures à celles d'autres pays, comme les États-Unis, où l'électricité coûte environ 50 % moins cher. Le manque de travailleurs qualifiés est un autre problème : il crée une pression haussière sur les salaires et affecte donc la rentabilité des entreprises. Les infrastructures sont aussi sous-développées, le coût d'investissement dans le pays étant encore très important (le Brésil présentait encore récemment les taux d'intérêt les plus élevés au monde).

À la lumière de ces faits, la balance commerciale du secteur suit une tendance dangereuse. Aujourd'hui, 30 % des produits consommés au Brésil sont importés. Et si les exportations brésiliennes de produits chimiques ont augmenté de 41 % entre 2007 et 2012, ses importations (voir tableau ci-contre) ont progressé presque deux fois plus vite sur la même période, avec un bond de 81 %. Le pays a clôturé l'année 2012 avec un

déficit commercial de 28 milliards de dollars. D'après les estimations, il devrait dépasser les 30 milliards en 2013.

Le gouvernement est conscient de cette menace et travaille en collaboration avec les acteurs du secteur pour y répondre. Un conseil baptisé « Plano Brasil Maior », a été créé pour recenser les éléments qui entravent le développement de la chimie, de la pétrochimie et du plastique. Les premiers résultats apparaissent déjà : le gouvernement a réduit les taxes sur les matières premières, et beaucoup d'autres points vont être soumis au vote.

Il convient également de souligner que le segment des engrais et pesticides est très vulnérable aux conditions du marché agricole. En effet, il fonctionne en général avec des échéances de paiement plus longues et présente un haut niveau de risque dans la mesure où un choc négatif sur l'offre peut se produire inopinément (comme une sécheresse). Ces événements impliquent le plus souvent une nouvelle planification à long terme.

Les perspectives de l'industrie chimique sont difficiles. Selon une étude réalisée par l'Association brésilienne de l'industrie chimique (Abiquim), il faudrait investir 167 milliards de dollars d'ici 2020 pour répondre à la demande nationale croissante et améliorer la balance commerciale. Or, les investissements devraient atteindre seulement 2,3 milliards d'ici 2015. Pour réduire ce décalage dans un contexte de taux d'intérêt élevés, le gouvernement doit vraiment s'engager à atteindre cet objectif. En revanche, en 2007, il a annoncé la découverte d'un important gisement de pétrole situé sous le plancher océanique, sur une bande de 800 km entre les États d'Espírito Santo et de Santa Catarina, à 100-300 km au large des côtes. L'exploitation de ce champ baptisé « Pré-sel » pourrait considérablement accroître la production de gaz naturel, et donc réduire son prix.

Importations brésiliennes de produits chimiques en 2012

Description	Millions d'USD	% du total
Inorganiques	11 623	27
Produits pharmaceutiques	9537	22
Organiques	8335	19
Résines et élastomères	5371	12
Pesticides	3308	8
Produits chimiques divers	2457	6
Fibre artificielle ou synthétique, fil métallique, câbles et filaments	984	2
Savon, détergent, produits d'entretien et parfums	853	2
Peinture et vernis (dont émaux et laques)	514	1

Sidérurgie : des atouts pour inverser des résultats décevants

Le Brésil est le premier producteur d'acier d'Amérique latine et le 9^{ème} mondial. Ce secteur, fortement concentré dans le sud-est du pays (94 %), essentiellement autour de Minas Gerais et de Rio de Janeiro, est composé de 29 usines appartenant à 11 groupes commerciaux. L'immobilier, l'automobile, les machines et l'équipement représentent 80 % de la consommation d'acier du Brésil. Entre 2009 et 2011, la production a progressé au taux annuel moyen de 8 %, mais depuis mi-2012, la production et le chiffre d'affaires ralentissent. En 2012, la production s'est même contractée de 1,5 %.

Les quatre principaux producteurs représentent, à eux seuls, plus de 80 % du marché. Le groupe indien Arcelor Mittal, le plus grand producteur au monde, occupe une position de leader au niveau local. Viennent ensuite des sociétés brésiliennes, Gerdau, Usiminas et Companhia Siderurgica Nacional. En 2012, la production intérieure d'acier se répartit entre acier plat (45 %), acier long (32 %) et demi-produits (23 %). Ces dernières années, l'acier long a gagné du terrain grâce au développement du marché brésilien de l'immobilier.

Les mauvaises performances de 2012 tiennent à une conjoncture mondiale marquée par une croissance plus faible en Chine, un niveau d'activité modéré aux États-Unis et un climat récessionniste persistant en Europe. Le PIB brésilien n'a, en partie de ce fait, progressé que de 0,9 %. Au total, le secteur a reculé de 2,7 %. Conséquence, une offre excédentaire d'acier a tiré les prix vers le bas. La consommation au Brésil n'a augmenté que de 0,5 % l'an dernier. La production automobile s'est quant à elle contractée de 2 %, l'immobilier n'a gagné que 1,4 % et les machines et équipements ont cédé du terrain en 2012 (la formation brute de capital fixe a chuté de 4 % en glissement annuel).

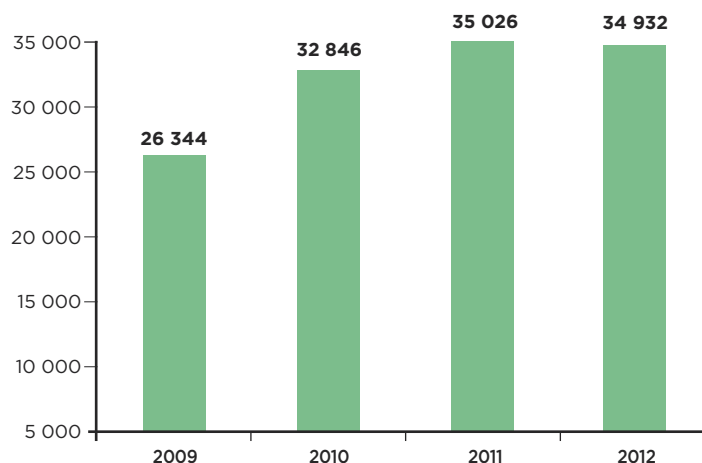
Par ailleurs, les principales matières premières pour l'acier plat, le charbon et le minerai de fer, ont connu une tendance baissière. Le fait que le Brésil importe 100 % du charbon qu'il consomme explique la forte vulnérabilité des coûts structurels des usines face aux variations des taux de change. En 2012, le real a perdu 17 % de sa valeur par rapport au dollar, avant une appréciation notable, ces dernières semaines. Heureusement, le minerai de fer n'est pas un problème, le Brésil étant un grand producteur.

Il faut rappeler que les usines ne peuvent pas répercuter immédiatement la hausse des prix des matières premières sur les consommateurs, en raison de la vive concurrence des produits importés qui exercent une pression sur les marges du secteur. De nombreux producteurs d'acier venant de pays qui, comme en Europe, sont confrontés à une faible activité essaient en effet de conquérir des parts de marché à l'étranger, pour compenser leurs mauvaises performances chez eux. Sous la pression des producteurs locaux, le gouvernement brésilien a donc relevé de 25 % les taxes d'importation de plusieurs produits de l'acier en septembre 2012.

La sidérurgie brésilienne exporte 30% de sa production. Mais en dépit de la dépréciation du real, les exportations ont reculé de 10 % en 2012. Historiquement, ce sont les demi-produits qui sont les plus exportés (68 % en 2012), suivis par l'acier plat et, enfin l'acier long. En revanche, l'acier plat est le plus importé.

La banque brésilienne de développement (BNDES) estime que le secteur de l'acier investira 14 milliards de dollars sur la période 2013-2016, soit 20 % de moins qu'entre 2008 et 2011. Cela s'explique par la surcapacité de 526 millions de tonnes d'acier dans le monde. Les sociétés d'exploration minière et les producteurs d'acier concentrent donc leurs investissements sur la production de minerai de fer qui, malgré la baisse récente de ses prix, présente toujours une marge bénéficiaire très positive. Le Brésil est un producteur de minerai de fer de premier plan.

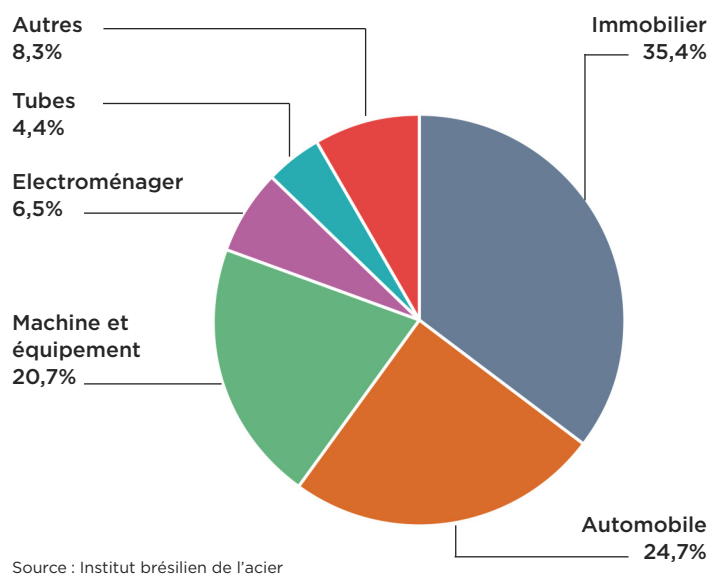
GRAPHIQUE 1 :
Production d'acier (en tonnes)



Source : IBS

Pour résumer, les performances de la sidérurgie sont mauvaises, mais les opportunités existent pour renverser cette tendance. L'économie brésilienne pourrait croître à un rythme modéré en 2013 (2,7 % d'après la Banque centrale brésilienne), ce qui est déjà mieux que la progression minimale de 2012. Au premier trimestre 2013, les investissements ont augmenté de 4,6 % par rapport au trimestre précédent. D'importants investissements dans les infrastructures sont également attendus dans les mois à venir, grâce au « Programme d'accélération de la croissance au Brésil », à la Coupe du monde et aux Jeux olympiques. Par ailleurs, les perspectives sont bonnes pour l'automobile : le gouvernement a récemment annoncé un programme incitatif, qui devrait stimuler les investissements dans le secteur et faire progresser sa production. Quant au scénario à l'étranger, nous n'attendons pas d'amélioration significative à court terme.

GRAPHIQUE 2 :
Consommation d'acier par secteur (en %)

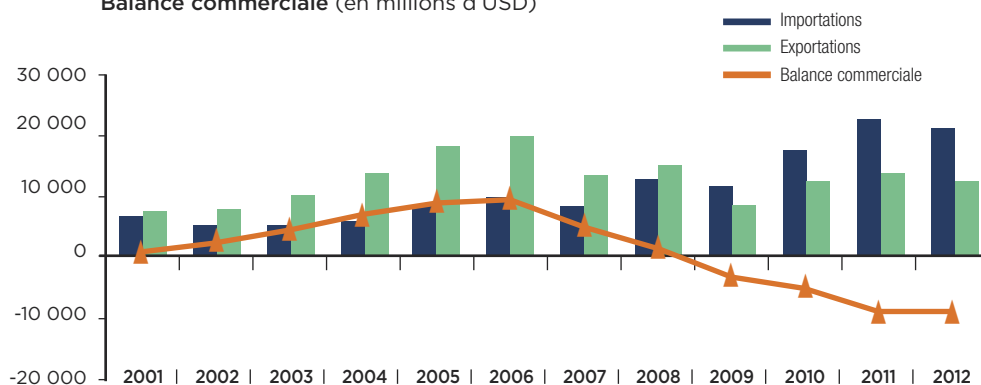


Automobile : le quatrième marché du monde attise les convoitises

Le Brésil a terminé l'année 2012 en quatrième position dans le classement des plus grands marchés intérieurs du monde, et en septième position en termes de production. Le secteur représentait alors 21 % du PIB industriel ou 5 % du PIB total brésilien et employait 1,5 million de personnes. Le développement de la classe moyenne, associé à un faible ratio d'habitants par véhicule, a contribué à la hausse régulière de la production. Entre 2003 et 2012, le nombre d'unités produites par an a progressé de 88 %. Les impôts constituant 30 % du prix de vente, la proportion la plus élevée au monde : il n'est pas étonnant que le gouvernement suive toujours de très près ce secteur.

Les principaux acteurs sur le marché, en termes de production, sont, dans l'ordre, Volkswagen, Fiat, General Motors et Ford qui représentent ensemble 75 % du volume total. Au niveau des ventes locales, les mêmes constructeurs s'arrogent 68% de parts de marché, seules les positions de Volkswagen et Fiat s'inversant. Par ailleurs, le pays attire de plus en plus d'investisseurs et l'automobile se place en 2^{ème} position des investissements directs étrangers dans le secteur industriel brésilien. Entre 2002 et 2012, le cumul des investissements s'élève à près de 27 milliards de dollars.

GRAPHIQUE 1 :
Balance commerciale (en millions d'USD)



Source : Alice Web Mercosul

Pour encourager les nouveaux investissements dans les usines, la modernisation, la mise au point de nouveaux véhicules, l'efficacité énergétique et le contenu technologique, le gouvernement a récemment mis en place un plan de relance, baptisé « Inovar-Auto ». Ce plan qui prévoit plus de 23 milliards de dollars d'investissements entre 2013 et 2017 a déjà séduit certains. En juin, Fiat a annoncé dans le cadre de ce programme 7 milliards de dollars d'investissements, d'ici 2016, afin de développer de nouveaux produits et technologies. Volkswagen s'est également engagée à investir 4 milliards sur la même période. Les marques japonaises, comme Toyota et Honda, ont aussi décidé de donner un coup d'accélérateur à leurs projets de développement, grâce aux nouvelles mesures incitatives.

Les grands constructeurs installés au Brésil depuis longtemps ne sont pas les seuls à s'intéresser à ce marché. Depuis 2010, de plus en plus de constructeurs chinois et sud-coréens arrivent avec des prix compétitifs, menaçant à la fois les grands noms et les marques moins connues. Inquiet de la croissance des importations de véhicules, le gouvernement a décidé, fin 2011, d'ériger des barrières. Il a relevé de 30 points de pourcentage à 65% minimum la taxe sur les produits industrialisés pour les voitures qui ne sont pas produites au Brésil (l'Argentine, le Mexique et l'Uruguay en sont dispensés). Les marques chinoises (comme Cherry et Jac Motors) construisent d'ores et déjà leurs premières usines au Brésil tandis que d'autres (comme Geely) envisagent cette possibilité.

Situé sur l'axe sud-sud-est du pays, l'industrie automobile se concentre sur la production de voitures et de véhicules commerciaux légers. L'année dernière, leurs ventes ont progressé de 6,1 % en volume, grâce à l'ajournement des hausses d'impôt, à un marché du travail favorable, aux

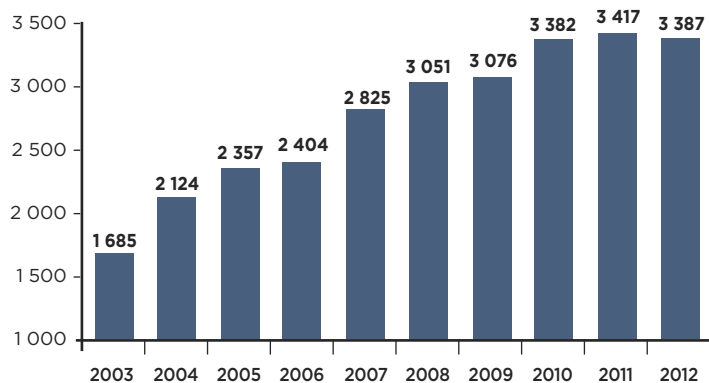
conditions de crédit (taux d'intérêt plus faibles), à une concurrence féroce entre les constructeurs et à des hausses de salaires. Les perspectives se sont cependant légèrement dégradées et les ventes devraient donc augmenter à un rythme plus lent cette année. D'après Tendências, un célèbre cabinet de conseil économique brésilien, la branche devrait malgré tout gagner 3,2 % en 2013.

Les ventes de bus et de poids lourds, en revanche, ont considérablement baissé au cours de la même période. On considère qu'il s'agit de l'effet naturel temporaire de la mise en œuvre de la norme Euro 5 instaurée début 2012 pour réduire les niveaux d'émission de substances polluantes dans l'atmosphère. Le secteur a d'ores et déjà montré des signes de rétablissement dans les premiers mois de 2013, avec une progression de 8,97 % entre janvier et mai.

Enfin, le Brésil concentre ses exportations sur la région du Mercosur, qui absorbe plus de 60 % de ses ventes. L'Argentine est son principal partenaire commercial. Cette relation a été affectée par de nouvelles règles sur les importations, mises en place par le gouvernement argentin en 2012 mais la balance commerciale entre les deux pays reste positive pour le Brésil. L'Asie, en revanche, est responsable du déficit brésilien, dans la mesure où 41 % des véhicules importés viennent de cette région et que le Brésil n'y exporte pas.

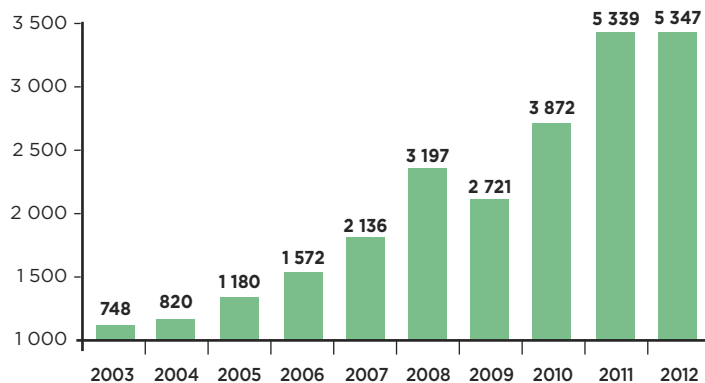
Globalement, les perspectives sont positives, sur la base de la situation locale et du ratio toujours faible d'habitants par véhicule. Les investissements resteront solides et la production devrait par conséquent augmenter. Reste que les importations ralentiront au vu de taxes douanières élevées, et les exportations continueront de stagner, en raison des barrières mises en place par l'Argentine et du ralentissement de l'activité économique mondiale.

GRAPHIQUE 2 :
Production de véhicules par an / Production de véhicules
(en millions d'unités)



Source : Anfavea

GRAPHIQUE 3 :
Investissements par an / Investissements (en millions d'USD)



Source : Anfavea

Distribution : force motrice de l'économie

Avec l'apparition d'une nouvelle classe moyenne, une forte progression des revenus et le recours croissant au crédit, la vente au détail est devenue l'un des moteurs de l'économie brésilienne. Mais si les prévisions restent positives, de premiers signes de saturation se font jour.

Avec une croissance bien plus rapide que l'activité générale, la vente au détail est l'une des forces motrices de l'économie. Elle a progressé, en 2012, de 8,4% au sens strict, et de 8% au sens large, c'est-à-dire en prenant en compte les véhicules et la construction. La vente au détail est avant tout liée au revenu réel et aux conditions de crédit, deux paramètres qui se sont fortement améliorés dans l'histoire récente du Brésil, mais qui donnent désormais des signes de ralentissement.

Au cours de la dernière décennie, une nouvelle classe moyenne est apparue au Brésil, 38 % de la population entrant dans cette catégorie en 2003, contre 55 % en 2011. De nombreuses personnes sont donc arrivées sur le marché de la consommation. Par ailleurs, le revenu réel a considérablement progressé et le chômage a chuté, atteignant un taux annuel moyen de seulement 5,5 % en 2012.

Les hausses de salaires ont tendance à constituer la variable la plus influente sur la consommation des ménages, mais dans ce cas précis, c'est le crédit qui a joué un rôle primordial. En une décennie, le ratio encours total du crédit/PIB est passé de 24,4 % à 53,8 % en décembre 2012.

Et le crédit aux particuliers est celui qui a le plus progressé alors que le taux d'intérêt réel, qui était le plus élevé au monde, a atteint son plus bas historique, à 7,25 % par an, fin 2012.

Les prêts immobiliers affichent de meilleurs résultats depuis quelques années. Ils ont contribué à stimuler les ventes de meubles et d'électroménager (voir graphique ci-contre), à tel point que ce segment a connu des performances supérieures aux autres. Le gouvernement a également procédé à une réduction d'impôts temporaire sur les produits industrialisés de ce groupe, mais repousse toujours le retour au taux initial.

Les prévisions pour 2013 et 2014 sont positives, mais la croissance devrait être plus lente. Nous estimons que la consommation des ménages devrait ralentir en raison de plusieurs facteurs :

- le crédit devrait réduire son rythme d'expansion (les familles sont très endettées et la faillite individuelle a progressé en 2012) ;
- le chômage reste bas, mais les hausses de salaire ont décéléré ;
- le réajustement annuel du salaire minimum en 2013 a été beaucoup plus limité (autour de 9 %) qu'en 2012 (14,13 %) ;
- la pression sur les prix de détail, que l'on observe depuis mi-2012, a gagné en vigueur au premier trimestre 2013 (essentiellement dans les aliments et les services). Les agents s'attendent à ce que les ventes de détail progressent de 4,5 % cette année et de 4,3 % pour la vente au détail au sens large.

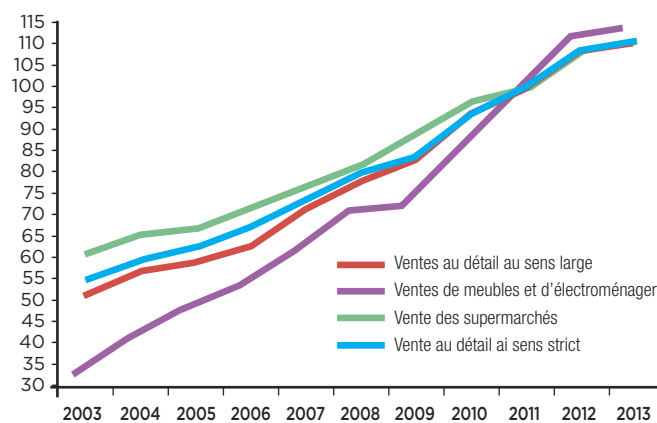
Après un bon début d'année, de nombreux segments ont enregistré une décélération au deuxième trimestre 2013, à l'instar des supermarchés, des restaurants, des textiles et des accessoires personnels. La confiance des consommateurs a suivi une tendance à la baisse, une part considérable de leurs revenus étant déjà engagée dans les échéances de prêts. En effet, bien que la hausse récente des taux de référence ne se fasse pas encore sentir, c'est déjà une préoccupation.

En dépit de cette évolution, certains groupes devraient connaître de meilleures performances que la moyenne. L'électronique aura probablement une croissance considérable, notamment dans les produits numériques, les ordinateurs, les téléviseurs LCD, les smartphones et les tablettes. Par ailleurs, la vente en ligne représente toujours 5 % des ventes, mais devrait bondir de 25 % en 2013, grâce à la progression constante des connexions internet et de la pénétration des cartes de crédit.

Dernier point, et non des moindres, le gouvernement a annoncé, le 12 juin 2013, une aide au crédit pour l'achat de meubles et de produits électroniques par les emprunteurs de « Minha Casa, Minha Vida », ce programme fédéral qui favorise l'achat d'un logement de la population à faible revenu.

Si le marché de la vente au détail se porte globalement bien, son modèle de croissance fondé sur l'octroi de crédits montre déjà des signes de saturation. Les distributeurs pourraient avoir des difficultés à concurrencer les produits importés, parfois moins chers et/ou de meilleure qualité. En revanche, si l'appréciation du dollar se poursuit, les produits locaux deviendront plus attractifs. L'inflation doit également être maîtrisée, notamment dans l'alimentation, car elle affecte directement les ventes des supermarchés. La prolongation des réductions fiscales pourrait également approcher de la fin, le gouvernement ayant besoin d'équilibrer son budget. Enfin, le récent accord d'aide au crédit pour « Minha Casa, Minha Vida » ne devrait avoir qu'un effet positif marginal sur les distributeurs.

Ventes réelles au détail (moyenne d'indice = 2011)



Source : IBGE

Agroalimentaire : un nouveau plan de relance après le revers de 2012

Grâce à son immense étendue de terres arables, le Brésil est un grand producteur de matières premières agricoles. Elles représentent 4,5 % du PIB brésilien d'après les chiffres de 2012 et assurent 40% des exportations du pays. Les principaux produits exportés sont, dans l'ordre, le soja, la viande, le sucre et l'éthanol, le café (66 % des exportations agricoles). Le PIB de l'agriculture brésilienne s'est contracté de 2,3 % l'an dernier, notamment en raison de la chute de la production de soja (pertes importantes dans le sud du pays) et de la baisse des prix de plusieurs cultures.

Les performances du secteur agricole brésilien dépendent de l'activité économique mondiale et des récoltes des autres pays spécialisés dans les mêmes cultures. Par exemple, les producteurs de maïs ont bénéficié, en 2012, des mauvaises récoltes aux États-Unis. Et l'agriculture a bondi de 9,7 % au premier trimestre 2013 grâce au rétablissement de la production de soja et aux bonnes récoltes de maïs, de tabac et de riz. Il n'empêche que les prévisions de la Banque centrale brésilienne qui table sur une croissance de 8,4 % en 2013, paraissent très optimistes. Cette hypothèse pourrait être battue en brèche par la tendance baissière des prix mondiaux. Au cours des trois premières semaines de juin, les prix de 16 des 23 matières premières brésiennes les plus exportées ont en effet chuté.

De bonnes perspectives pour les récoltes américaines pourraient présager une offre excédentaire et des stocks élevés. Et la croissance chinoise, principale destination des exportations, tend à se ralentir. Pendant de nombreuses années, le Brésil a bénéficié de la forte demande alimentaire chinoise, mais cette phase semble désormais révolue. Grâce à l'importante dépréciation du real de ces dernières semaines, la baisse des prix n'a, pour le moment, pas beaucoup affecté le chiffre d'affaires des exportateurs.

Il convient également de rappeler que seuls quelques grands producteurs ont pu profiter des politiques agricoles et accéder aux nouvelles technologies. Le faible niveau d'éducation des petits producteurs constitue un sérieux frein à l'adoption de nouvelles technologies et à l'accès aux politiques publiques, notamment l'aide au crédit. Ces petits exploitants, peu à même d'utiliser les politiques de prix garantis et d'achat anticipé des récoltes, vendent donc leur production à un prix bien inférieur et achètent leurs intrants à des prix plus élevés. Les coûts dépassant les gains, les technologies ne sont pas rentables. Sans bénéfice, rien ne permet aux exploitants de se moderniser. Le gouvernement doit leur venir en aide, mais le nouveau programme annoncé ne semble pas tenir compte de cette priorité.

Début juin 2013, la présidente Dilma Rousseff a annoncé le « Plano Agrícola e Pecuário 2013/2014 » qui dégagera environ 68 milliards de dollars. Cette somme se répartit en 49 milliards d'USD de coûts de financement et de transactions et 19 milliards de programmes d'investissement. Il se concentre également sur la logistique et les infrastructures, en fournissant 13 milliards de dollars pour la construction de serres privées dans les cinq prochaines années, avec une période de paiement échelonnée sur 15 ans.

Enfin, l'agriculture du pays est également affectée par sa dépendance vis-à-vis des importations d'engrais. Le potassium, le nutriment de base pour la production de pesticides, présente un indice d'importation de 95 % tandis que celui de l'azote est autour de 50 %. C'est l'un des secteurs qui affiche le plus lourd déficit commercial de l'économie et qui manque de nouveaux investissements. La Banque brésilienne de développement envisage d'ores et déjà la possibilité d'augmenter le financement des projets pour trois intrants – le potassium, le phosphore et l'azote – pour passer de 125 millions de dollars par an actuellement à environ 1 milliard d'ici 2015. Le Brésil est le quatrième plus grand consommateur d'engrais dans le monde, derrière les États-Unis, l'Inde et la Chine.

APERÇUS DU MARCHÉ :

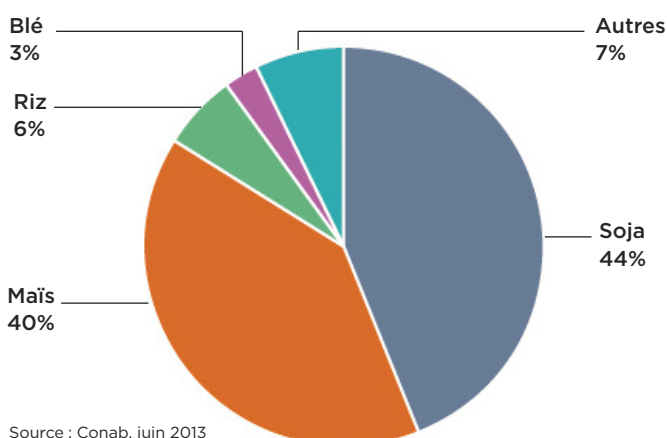
Soja : le pays est le deuxième producteur mondial. La récolte 2012/2013 devrait atteindre un volume record de 81,5 millions de tonnes, soit 22,8 % de plus que la précédente. Le prix du soja a récemment montré une certaine volatilité, en raison des incertitudes entourant la production américaine.

Café : c'est le premier producteur mondial. La récolte 2013/2014 devrait atteindre un record pour une « petite année » dans le cycle de production biennal. Les prix devraient rester bas, sous la pression de l'excédent de la période 2012/2013.

Sucre et éthanol : la canne à sucre produite au Brésil sert à la production de sucre à 46 % et à la production d'éthanol à 54 % (d'après les récoltes 2001-2012). Le pays est le plus grand producteur et exportateur de sucre au monde et occupe la deuxième place dans la production d'éthanol, derrière les États-Unis. Les récoltes record exercent des pressions à la baisse sur les prix, et le niveau plancher dépendra des coûts de production. Éthanol : les prix devraient baisser avec l'entrée de la nouvelle récolte, mais ont tendance à progresser plus tard, en raison d'une demande intérieure et étrangère plus forte.

Viande : le Brésil est le principal exportateur, avec 20 % de parts de marché. Le début de la saison sèche pendant la période creuse fera grimper les prix du bœuf, une hausse qui sera toutefois limitée par la forte stabilisation de la demande intérieure en raison de la concurrence du poulet.

Prévisions de récolte de céréales 2012/2013 (en milliers de tonnes)



Source : Conab, juin 2013